



## L'emploi dans les Pays de la Loire : une concentration continue depuis 20 ans en milieu urbain

Dans les Pays de la Loire comme ailleurs, alors que l'emploi s'est concentré dans les pôles urbains depuis 1990, les actifs se sont largement installés à leur périphérie, parfois éloignée. Certains territoires autour de Nantes et La Roche-sur-Yon, ou sur le littoral, ont tiré leur épingle du jeu grâce au développement sur place d'emplois « présents ». *A contrario*, de nombreux territoires d'accueil pour les actifs n'ont pas vu leur emploi dynamisé pour autant, en particulier dans la Sarthe, la Mayenne et le sud-Vendée.

David MARTINEAU (Insee)

Depuis vingt ans, les augmentations du nombre d'emplois et de la population active sont fortes dans les Pays de la Loire : respectivement + 1,2 % et + 1,1 % chaque année (0,4 point de plus qu'en moyenne nationale). La Vendée et la Loire-Atlantique contribuent pour plus des deux tiers à l'augmentation de l'emploi régional et à celle du nombre des actifs. Les autres départements de la région connaissent une évolution en-deçà de la moyenne régionale sur la même période : supérieure à la moyenne nationale pour le Maine-et-Loire, en retrait pour la Sarthe et la Mayenne.

### 1 Des évolutions de l'emploi et de la population active parallèles dans les départements

Nombre d'emplois et population active en 1990, 2011 et évolutions

	1990		2011		Croissance annuelle moyenne 1990-2011	
	Nombre d'emplois (milliers)	Population active (milliers)	Nombre d'emplois (milliers)	Population active (milliers)	Nombre emplois (en %)	Population active (en %)
France	22 478	25 962	26 319	30 307	0,8	0,7
Pays de la Loire	1 165	1 334	1 494	1 688	1,2	1,1
dont						
Loire-Atlantique	397	457	563	620	1,7	1,5
Maine-et-Loire	267	305	324	372	0,9	1,0
Mayenne	115	127	127	142	0,5	0,5
Sarthe	197	229	223	260	0,6	0,6
Vendée	189	216	257	294	1,5	1,5

Source : Insee, Recensements de la population 1990 et 2011

Aux niveaux régional et départemental, le rôle régulateur des migrations d'actifs explique largement les augmentations quasi parallèles de la population active et du nombre d'emplois. En effet, les créations d'emplois s'accompagnent d'un renforcement de l'attractivité et donc de l'arrivée de nouveaux actifs en provenance d'autres régions françaises, qui veulent profiter des opportunités

d'emploi offertes dans les Pays de la Loire. Cependant, à un niveau territorial plus fin (EPCI), population active et emplois peuvent suivre des trajectoires divergentes.

### Métropolisation, emplois présents : l'emploi se concentre davantage dans les territoires urbains...

Dans les Pays de la Loire comme ailleurs, depuis 1990, l'activité économique s'est fortement concentrée dans les pôles urbains alors que les actifs se sont installés en périphérie. Avec la montée en puissance des fonctions métropolitaines, près des deux tiers des nouveaux emplois se sont localisés en ville contre moins d'un quart des nouveaux actifs. Le redéploiement de l'appareil productif vers le secteur tertiaire et « l'exode urbain des familles », lié aux prix des marchés du foncier et de l'immobilier, expliquent cette déconnexion entre lieu de résidence et localisation des emplois.

Les fonctions « présentes » (*cf.* définition), activités liées à la distribution, aux services de proximité, à la santé, au social, à l'éducation et à la formation, participent cependant à limiter cette déconnexion. Elles sont en forte expansion dans les Pays de la Loire, en raison de la croissance démographique, et rassemblent à présent plus d'un tiers des emplois régionaux. En théorie, leur implantation dépend étroitement de la présence sur le territoire d'individus qui y résident à l'année (les habitants), y passent une grande partie de leur journée de travail (les actifs entrants), ou y séjournent quelques heures ou jours (les touristes). Elles ont beaucoup progressé dans certaines zones ayant connu un boom démographique, en Loire-Atlantique et en Vendée notamment. Cependant, elles demeurent concentrées dans les pôles urbains où elles concentrent de gros bataillons d'emplois liés aux équipements et services les plus rares (CHU, universités...).

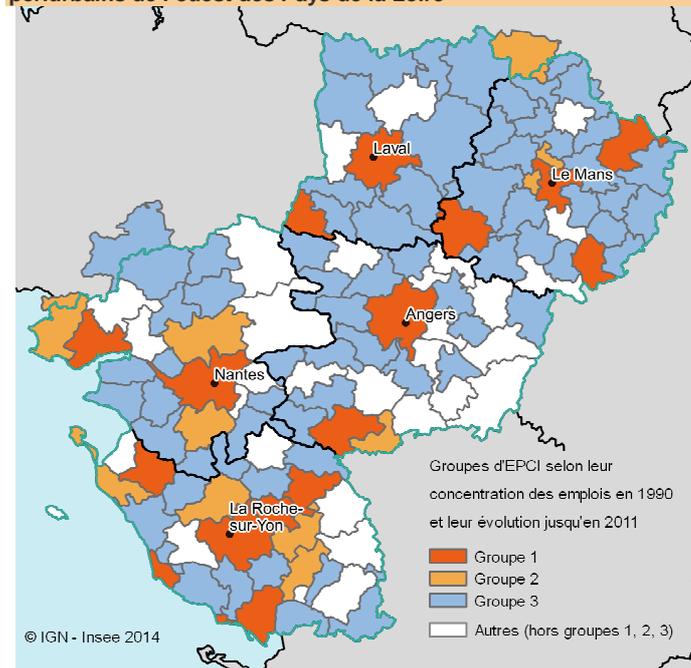
Ainsi dans la région, parmi les 16 EPCI qui présentaient une concentration de l'emploi (*cf.* définition) importante en 1990 et qui

ont accentué la tendance (**Groupe 1**), figurent toutes les grandes villes de plus de 40 000 emplois en 2011 : Nantes, Angers, Le Mans, Saint-Nazaire, Laval, La Roche-sur-Yon et Cholet. Ils pèsent 56 % de l'emploi en 1990 mais comptent pour 64 % de l'accroissement de l'emploi régional. *A contrario*, leur part dans l'augmentation de la population active régionale n'est que d'un tiers.

### ... mais aussi dans certains territoires périurbains de la Loire-Atlantique et de la Vendée

Entre 1990 et 2011, 12 autres EPCI (**Groupe 2**) ont également vu leur emploi augmenter plus rapidement que leur population active. Contrairement aux précédents, leur *ratio* emploi sur population active était relativement faible en 1990 mais une dynamique de croissance forte de la population leur a permis de créer des emplois, présents notamment.

## 2 Un emploi davantage concentré dans les territoires urbains et périurbains de l'ouest des Pays de la Loire



Groupe 1 : EPCI qui gagnent plus d'emplois que d'actifs déjà très concentrés en 1990

Groupe 2 : EPCI qui gagnent plus d'emplois que d'actifs peu concentrés en 1990

Groupe 3 : EPCI qui gagnent plus d'actifs que d'emplois

Autres (hors groupes) : EPCI dont le ratio actifs/emplois n'a pas évolué depuis 1990

Source : Insee, Recensements de la population 1990 et 2011

En 2011, ils représentent une faible part de l'emploi régional (6 %) et de la population active (8 %). Huit d'entre eux sont localisés en Loire-Atlantique ou en Vendée, dont les EPCI littoraux (CAP Atlantique, Noirmoutier, Océan Marais de Monts) et ceux de la première couronne de Nantes (Erdre et Gesvres, Grand Lieu).

### Les territoires plus éloignés peinent à attirer l'emploi

Tous les autres EPCI de la région ont connu une stabilisation ou, pour 69 d'entre eux (**Groupe 3**), une diminution de leur rapport entre emploi et population active. EPCI d'accueil des ménages plus que de l'emploi, ils ont compté pour 35 % de la croissance du nombre de personnes en âge de travailler depuis 20 ans, et pour à peine 12 % de la croissance de l'emploi. Ces zones se situent en Mayenne, dans la Sarthe, ainsi que dans le sud-Vendée. Le plus souvent, ces territoires sont relativement éloignés des plus grandes agglomérations et peinent à attirer de nouveaux emplois.

## Sources

Les données utilisées ici sont issues du recensement de la population. Le recensement est déclaratif et les questions des enquêtes sont nécessairement simples et courtes. Les résultats sur l'emploi ne se situent pas dans le cadre de la définition du bureau international du travail (BIT), ils tendent à sous-estimer le volume d'emploi dans une zone par rapport à l'emploi au sens du BIT. Ils permettent cependant de mesurer les évolutions historiques à un niveau géographique fin (ici EPCI) et de faire des comparaisons spatiales.

## Définitions

Les **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales.

Ici l'analyse de la **concentration de l'emploi** s'appuie sur un indice rapportant l'emploi au lieu de travail à la population active au lieu de résidence. Pour un EPCI donné, quand cet indice dépasse 1, il indique que le territoire propose plus d'emplois qu'il n'héberge d'actifs.

Les **activités présentes** sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.

## 3 Des différences fortes entre répartition des emplois et de la population active au niveau des EPCI

Nombre d'emplois et population active en 1990, 2011 et évolutions

	Nombre d'EPCI	Type d'EPCI	Emploi				Population active			
			Part 1990 (en %)	Part 2011 (en %)	Part dans la croissance régionale 1990-2011 (en %)	Taux de croissance annuel moyen 1990-2011 (en %)	Part 1990 (en %)	Part 2011 (en %)	Part dans la croissance régionale 1990-2011 (en %)	Taux de croissance annuel moyen 1990-2011 (en %)
<b>Gagnent plus d'emplois que d'actifs</b>										
<i>Groupe 1 : déjà très concentrés en 1990</i>	16	Plus grandes villes, littoral et périurbain en "boom" démographique	56	58	64	1,3	49	46	35	0,8
<i>Groupe 2 : peu concentrés en 1990</i>	12	Périphérie immédiate grandes villes, littoral	5	6	10	2,2	7	8	11	1,8
<b>Gagnent plus d'actifs que d'emplois</b>										
<i>Groupe 3 : gagnent plus d'actifs que d'emplois</i>	69	Périurbains ou ruraux, éloignés des grandes villes	24	21	12	0,6	27	29	35	1,4

Source : Insee, Recensements de la population 1990 et 2011

Insee des Pays de la Loire  
105, rue des Français Libres  
BP 67401 - 44274 NANTES Cedex 2

Directeur de la publication :  
Jean-Paul FAUR

Rédacteur en chef :  
Sylvain DUVERNE

Bureau de presse :  
02 40 41 75 89

ISSN en cours  
© INSEE Pays de la Loire  
Septembre 2014

## Pour en savoir plus :

- Gicquaud N., **Moindre hausse des déplacements domicile-travail dans les Pays de la Loire**, Insee Pays de la Loire, Insee Flash, n°7, septembre 2014.
- Collobert J. et al., **En Pays de la Loire, la ville déborde de plus en plus sur la campagne**, Insee Pays de la Loire, Dossier, n°38, octobre 2010.